

Note AD/DEP-1750 du 5 octobre 1999 relative à la déclaration à la CNIL des fichiers informatiques de gestion des lecteurs des services d'archives.

La ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et Messieurs les présidents des conseils régionaux (archives régionales)  
Mesdames et Messieurs les présidents des conseils généraux (archives départementales)  
Mesdames et Messieurs les maires (archives communales)

J'ai l'honneur d'attirer votre attention sur la délibération 99-27 du 22 avril 1999 prise par la Commission nationale de l'informatique et des libertés relative aux traitements automatisés d'informations nominatives pour la gestion des communications de documents d'archives.

Cette délibération, publiée au Journal officiel du 28 mai 1999, et dont vous trouverez ci-joint copie, permet désormais aux services d'archives d'utiliser, pour les fichiers informatiques de lecteurs, la procédure de déclaration simplifiée.

On notera tout d'abord que cette délibération n'annule pas les avis précédemment donnés par la Commission pour les traitements automatisés actuellement en usage ; elle s'applique aux traitements à venir ou en cours de déclaration.

La procédure doit respecter la norme de déclaration simplifiée numéro 9. L'usage de cette norme suppose que soit rempli un certain nombre de conditions, énumérées aux articles 1, 2 et 3 de la délibération. Ces conditions portent en particulier sur les catégories d'informations traitées (notamment, la nature de la recherche ne peut être demandée que de manière facultative) et les destinataires de ces informations (limités aux personnels des services et aux membres des services d'inspection). Si, l'une de ces conditions n'est pas remplie, il faut recourir à la procédure de demande d'avis.

La déclaration simplifiée ne dispense pas le responsable du traitement d'appliquer les dispositions de la loi. En particulier, celui-ci doit veiller à porter à la connaissance des lecteurs auprès desquels les informations sont recueillies les éléments suivants : caractère obligatoire ou facultatif des réponses (les questions facultatives peuvent être signalées par une typographie particulière), conséquences d'un défaut de réponse, destinataires des informations et existence d'un droit d'accès et de rectification.

Pour les mentions relatives au droit d'accès, je vous propose le modèle suivant : «Les informations que vous nous donnez font l'objet d'un traitement automatisé. Elles sont destinées aux personnels des archives, aux agents habilités pour des tâches comptables ou chargés des contentieux et, éventuellement, aux membres de l'Inspection générale des Archives de France. Conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux informations vous concernant ; ce droit s'exerce auprès de...».

Enfin, en ce qui concerne la durée de conservation des informations enregistrées dans le fichier, l'article 4, alinéa 3, de la délibération le fixe à 10 ans maximum. Les autres délais mentionnés dans ce même article ne concernent pas les services d'archives.

Afin de vous aider dans vos démarches vous trouverez ci-joint un formulaire de déclaration dans lequel sont déjà remplies les rubriques communes à tous les services d'archives.

La ministre de la culture et de la communication  
et par délégation,  
le directeur des archives de France  
Philippe Bélaval